



Communiqué conjoint d'Enfance & Familles d'Adoption et des Amis des Enfants du Monde



LES PROCÉDURES IRRÉGULIÈRES CONTRAIRES À L'INTÉRÊT DE L'ENFANT

Enfance & Familles d'Adoption (EFA), fédération de familles adoptives, et Les Amis des Enfants du Monde (AEM), organisme autorisé pour l'adoption, souhaitent **mettre en garde les adoptants contre les dangers que représentent les procédures irrégulières** : danger pour les enfants, danger pour les familles adoptantes et plus largement danger pour l'image de la France dans l'adoption, qui s'est engagée au respect d'une éthique dans l'intérêt de l'enfant en ratifiant des conventions internationales (convention internationale des droits de l'enfant, convention de La Haye de 1993 relative à l'adoption internationale).

La lettre ouverte d'EFA à Bernard Kouchner, ministre des Affaires étrangères et européennes, du 1^{er} février 2008, a permis d'alerter sur des procédures irrégulières au Cambodge, où des familles se sont rendues directement, pour « identifier » elles-mêmes des enfants dans des orphelinats en dépit des conventions en cours. Nous apprenons aujourd'hui que **d'autres familles se seraient engagées dans la même voie, cherchant auprès de politiques et de personnalités des soutiens pour obtenir des visas en dépit de l'irrégularité de démarches conduites en violation de la convention de La Haye et de la convention franco-cambodgienne.**

EFA et les AEM rappellent que seules deux procédures sont autorisées depuis le 1^{er} août 2007, puisque désormais le Cambodge a rejoint les pays membres de la convention de La Haye :

- voie par l'Agence française de l'adoption (contact : www.agence-adoption.fr)
- voie par les AEM (contact : www.amisdesenfantsdumonde.org)

Ces procédures permettent de donner un cadre légal respectant les besoins des enfants en attente de parents :

- l'AFA et les AEM communiquent les dossiers des postulants à l'adoption titulaires de l'agrément à l'ambassade de France à Phnom Penh qui les remet aux autorités cambodgiennes
- l'autorité centrale cambodgienne propose un apparentement
- l'acceptation de l'apparentement par les parents permet de poursuivre la procédure qui débouchera sur un jugement et la délivrance d'un visa

Les parents qui se rendent directement dans un orphelinat violent les procédures en cours. En outre, ils n'ont aucune information vérifiable sur les circonstances dans lesquelles ont été remis ou recueillis les enfants et peuvent être soumis à des pressions : que vont-ils pouvoir dire à leurs enfants ?

De plus, s'engager dans des procédures « sauvages » ouvre la porte à la tentation de la part d'intermédiaires non autorisés de « rechercher » des enfants pour répondre à une certaine « demande » de parents, alimentant ainsi des circuits irréguliers, réduisant l'enfant à une « denrée », jetant le discrédit sur l'adoption par des familles françaises, et mettant en danger l'intérêt et le respect des enfants ainsi que les espoirs des adoptants.

Dans l'intérêt des enfants et des familles, **EFA et AEM soulignent l'importance de prendre toutes les garanties nécessaires avant de s'engager dans une procédure d'adoption** : auprès du siège national de l'Agence française de l'adoption (AFA), auprès de ses correspondants départementaux (dans les services de l'Aide sociale à l'enfance), auprès des OAA, auprès d'Enfance & Familles d'Adoption.

Toujours dans l'intérêt des enfants et des familles, **EFA et AEM invitent les présidents de conseils généraux et les parlementaires à vérifier auprès du ministère, de l'Agence française de l'adoption (ou de nos organismes) la légalité des procédures entamées par des familles qui les solliciteraient directement.** L'exemple de l'affaire de l'Arche de Zoé a montré qu'on ne répond pas à la détresse des enfants par des actions « hors la loi » et que, **de par les engagements internationaux de notre pays, nous sommes tous, collectivement, responsables, si nous traitons avec complaisance des situations de dérive.**